

Nicolas Dupont-Aignan,  
député non-inscrit de l'Essonne, Président de Debout la République :

## **Le Traité modificatif n'est pas un compromis honorable entre le oui et le non.**

---

En 2005, les élites ont voulu piéger le peuple français, invité par référendum à commettre une sorte d'euthanasie, afin d'enfoncer une fois pour toutes le clou du fédéralisme européen, planté de travers lors de Maastricht, et refermer la page, justement ouverte par la France en 1789, du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Mais en un 29 mai historique, dont les accents de liberté ne furent pas sans rappeler le Printemps des Peuples de 1848, quelque 16 millions de Français, soit près de 55% des suffrages exprimés, rejetèrent cette dérive européenne, antidémocratique, antisociale et antinationale, entamée depuis 1992. Le piège était déjoué, la boucle était bouclée : le référendum de 2005 effaçait celui de 1992 ; les 55% de non lestés par le recul de l'expérience, devaient tirer un trait définitif sur les 51% de oui mal-acquis une quinzaine d'années plus tôt, sur la base de promesses et de garanties qui s'étaient toutes révélées mensongères. La démocratie aurait dû passer, comme passe la justice. Hélas, on lui demande aujourd'hui de circuler...

Car, au lieu de changer la construction européenne, nos dirigeants veulent court-circuiter le peuple : ils tentent de l'endormir en faisant croire que le «traité modificatif» est un compromis honorable entre le oui et le non au TCE, et avanceront toutes sortes d'arguments fallacieux pour démontrer que le vote de 950 parlementaires vaut celui de 42 millions de citoyens. La seule réalité, c'est qu'ils ont peur d'un nouveau référendum, car ils en savent par avance le résultat. Ainsi, face à la résistance du peuple français, les élites de Paris et Bruxelles n'hésitent plus à passer en force, nous imposant leur « démocratie européenne ». Une drôle de démocratie, à sens unique, qui peut se résumer ainsi : « Quand c'est oui, c'est oui. Quand c'est non, c'est... oui quand même ! » Inutile de mâcher ses mots, cela s'appelle un coup d'Etat, fût-il de velours.

Un coup d'Etat d'autant plus grave qu'il imposera un traité asseyant définitivement la primauté du droit européen sur le droit national, l'existence d'un super-Etat européen doté de tous les attributs d'une souveraineté propre, le principe d'une politique étrangère inscrite dans l'OTAN, l'extension de la majorité qualifiée à une foule de nouveaux domaines, comme l'immigration, les services publics ou les accords à l'OMC (où la France sera désormais aisément mise en minorité), une Charte des droits fondamentaux heurtant frontalement notre conception républicaine de la laïcité et de l'unité nationale, ou encore la suprématie de l'Allemagne sur la France, au risque de mettre en péril la réconciliation historique des deux pays, ... Bref, c'est la définition même de la France, sa République, sa substance unitaire, indivisible, souveraine, héritée de 1789 et avant cela des légistes royaux, que l'on veut assassiner par ce passage en force parlementaire commis, qui plus est, au nom du peuple français !

Face à ce coup d'Etat inédit dans notre histoire, ce ne sont pas seulement les opposants à la Constitution-bis qui doivent se lever pour obtenir un nouveau référendum. Electeurs du oui ou du non en 2005, c'est le peuple français tout entier, dont on veut bafouer la libre détermination, qui doit défendre sa dignité et sa démocratie menacées.